

AÏN SEFRA
8 ans de prison
ferme pour 2
chauffeurs d'autocar

Dans l'affaire du tragique accident qui a coûté la vie à six personnes et blessé grièvement 3 personnes (voir *Le Soir d'Algérie* du 28 avril 2012), où deux autocars en course de folie et de dépassement dangereux ont percuté de plein fouet un taxi roulant en sens inverse au lieu-dit «oued-Mekter» à quelques encablures d'Aïn-Sefra, le tribunal de cette même ville a, dans son verdict rendu public en fin de semaine dernière, conformément aux lois régissant la sécurité routière, prononcé la peine de 8 ans de prison ferme, assortie d'une amende de 100 000 DA, indemnisation des ayants droit des victimes, ainsi que le retrait du permis de conduire à chacun des deux chauffards B. H., 44 ans, natif de Tiaret, et A. A., 62 ans, natif de Boumerdès. Notons, enfin, que cette lourde condamnation intervient suite aux infractions déjà commises par ces récidivistes. Ils sont déjà fautifs d'accidents mortels.

B. Henine

NOUVEAU CENTRE
DES IMPÔTS
DE DJELFA
Inauguré, mais
toujours inactif

Le directeur régional a inauguré le nouveau centre des impôts et a installé M. Benmesbah Ahcène, comme nouveau chef, en présence du directeur des impôts de la wilaya et de plusieurs responsables financiers.

Cette structure, une bâtisse de haute gamme, située dans la cité Chaâbani, aura pour mission de gérer les dossiers du commerce et de l'investissement. Elle rendra certainement beaucoup de services aux contribuables et facilitera l'étude des dossiers dans des délais respectables.

Le centre des impôts (appelé CDI) deviendra l'interlocuteur unique des contribuables et aura pour mission d'améliorer la gestion et le contrôle des entreprises de moyenne importance, des personnes physiques relevant du régime réel et simplifié et des professions libérales.

Tout cela est bien beau, mais depuis son inauguration, il peine à démarrer et demeure toujours inactif. Les contribuables, très contents de l'installation de cette structure, attendent, néanmoins, avec beaucoup d'impatience sa mise en service pour régler leurs affaires.

D. O. S.

PROCÈS DE L'EX-WALI D'EL TARF
3 ans de prison ferme requis
par le ministère public

Trois années de prison ferme assorties d'une amende de 100 000 DA et d'une privation d'occuper un poste dans la Fonction publique durant 10 ans ont été requises par le ministère public contre l'ex-wali d'El Tarf, Djilali Araâr, qui a comparu hier devant le tribunal de première instance de Ziadia, à Constantine, dans une affaire de favoritisme dans l'octroi de marchés publics et de passation de marchés contraire à la réglementation.

Reporté à deux reprises pour divers motifs, le procès de l'ex-wali d'El Tarf, poursuivi, en compagnie de 11 autres accusés dans cette affaire, qui a fait couler beaucoup d'encre, s'est ouvert hier au tribunal de Ziadia à Constantine.

Un procès marathonien en fait, durant lequel l'ensemble des mis en cause, interrogés par la présidente de la séance ont récusé les griefs retenus par l'accusation à leur encontre. Il s'agit notamment de l'affaire d'un milliard de centimes «détourné en violation des textes et lois régissant le fonctionnement de la

commune et de la wilaya». La somme en question, selon l'arrêt de renvoi, aurait été transférée illégalement des caisses de l'APC d'El Tarf dans celles de la wilaya, pour servir à la préparation de la visite du président de la République.

S'agissant du deuxième chef d'inculpation inhérent au favoritisme dans l'octroi de marchés et la passation de marchés contraire à la réglementation, pour lequel étaient poursuivis le wali, le DLEP et cinq autres fonctionnaires, chacun des accusés a tenté de rejeter la responsabilité sur l'autre. Dans un réquisitoire

des plus virulents, le ministère public a estimé que la culpabilité des accusés est établie et ceci par les faits et les indices matériels et de ce fait ils méritaient une sentence des plus exemplaires. Aussi, il requiert à l'encontre de l'ex-wali d'El Tarf, qui est apparu tendu et gesticulant dans tous les sens, 3 ans de prison ferme assortis d'une amende de 100 000 DA et d'une privation d'occuper un poste dans la Fonction publique durant 10 ans.

Pour sa défense, l'ex-haut fonctionnaire de l'Etat aura la réplique suivante : «Je suis victime d'un complot. Tout ce qui a été dit n'a aucun fondement. Les accusations sont fabriquées.» Aussi, il se contentera, contrairement à sa promesse faite en mars dernier, de révéler tout sur cette affaire, du strict minimum.

S'agissant des 10 autres accusés scindés en quatre groupes, selon la gravité du délit

commis, le représentant du ministre public a requis à leur encontre des peines allant de 6 mois à 5 ans de prison ferme, assorties d'amendes allant de 100 000 à 500 000 DA.

A ce propos, la plus lourde peine, 5 ans de prison ferme assortie d'une amende de 500 000 DA, a été requise contre le DLEP et deux opérateurs économiques poursuivis dans l'affaire d'équipement d'un lycée à la commune de Chebaïta Amar.

De son côté, la partie civile représentant le Trésor public a réclamé le paiement du préjudice causé par ces derniers, estimé à 5 milliards de centimes. Le représentant de la wilaya d'El Tarf a réclamé, quant à lui, le paiement d'un dinar symbolique en guise de réparation.

Les plaidoiries de la défense se sont poursuivies tout au long de l'après-midi.

Farid Benzaid

L'ENDIMED OUEST DANS LA TOURMENTE
Du conflit social au malaise syndical

Depuis le début de l'année, l'Entreprise nationale de distribution des médicaments (Endimed), qui regroupe plusieurs unités à l'Ouest, n'a cessé de défrayer la chronique avec les mouvements de protestation et autres grèves à répétition.

Les représentants syndicaux des travailleurs n'avaient alors de cesse de dénoncer «la mauvaise gestion des responsables de l'Endimed, l'absence d'augmentations salariales, le non-renouvellement de la convention collective, l'opacité dans la gestion de la société, la question de la manne financière liée aux œuvres sociales». Ainsi, après une mobilisation importante des travailleurs venus de plusieurs unités de l'Ouest pour se regrouper devant la direction régionale de l'Endimed, la contestation semble aujourd'hui s'être déplacée sur un autre plan.

Le syndicat UGTA, notamment la section de l'unité d'Oran, qui portait cette contestation sociale, se voit à son tour contestée de l'intérieur, et il est d'ailleurs difficile de ne pas croire à un lien direct entre ces deux situations. Pour l'heure, une pétition regroupe des dizaines et

des dizaines de signatures de travailleurs issus des wilayas d'Aïn Témouchent, Tlemcen, Sidi Bel Abbès et Béchar, aux fins de «retirer leur confiance aux représentants syndicaux d'Oran qui ont outrepassé leurs prérogatives en s'ingérant dans

la gestion de la direction régionale voulant par là même imposer des décisions influençant les chefs de structure», peut-on lire dans le texte accompagnant la pétition. Plus loin, nous apprenons que les élus syndicaux installés en date du 19 mai 2011 font donc désormais l'objet d'un retrait de confiance avec des accusations répertoriées dans le texte, allant du refus de tenir une assemblée générale, à la dissimulation des P-V et la

démission d'autres représentants.

Ce conflit interne au syndicat dont le problème central est la question de la représentativité des travailleurs, intervient incontestablement dans un climat social tendu à l'Endimed où les revendications semblent toujours en suspens. C'est peut-être et surtout à cause de cela qu'intervient cette crise interne syndicale.

F. M.

AFFAIRE SAIDAL
L'avocat de Zouani promet des révélations

Réagissant à l'article paru dans notre édition du 18 mai dernier, l'avocat de Rachid Zouani, l'ex-directeur général de Biotic, filiale de Saidal, poursuivi dans une affaire de «dilapidation de deniers publics» et dont le procès est attendu pour jeudi 24 mai, a considéré que dans «cette affaire, la vérité n'a pas été clairement rapportée». M^e Khaled Lasbeur, puisque c'est de lui qu'il s'agit, nous a fait part de sa détermination à crânement «défendre mon client», arguant «que la vérité n'a pas été rapportée clairement dans ce dossier et c'est pour cette raison que l'intéressé (le mis en cause) a interjeté un appel auprès de la cour pour prouver son innocence». Notre interlocuteur, dont

le cabinet se trouve en France, s'est déclaré «faire confiance en la justice de mon pays pour que des éléments d'ombre qui ont jusque-là obscurci cette affaire seront élagués et que la justice triomphera». Pour rappel, le procès en appel de l'affaire Saidal, prévu en ce début du mois de mai au niveau de la cour d'Alger, a été renvoyé au 24 du mois en cours. La décision prise par le président de la huitième chambre correctionnelle près la cour d'Alger fait suite à la demande introduite par la défense, arguant que le principal mis en cause est en «grève de la faim au niveau de la maison d'arrêt».

A. B.

Publicité

PENSÉE



Le 24 mai 2011, disparaissait notre cher et regretté époux, père et oncle
Boukhalfa M° El-Hadi
laissant derrière lui un vide irremplaçable. Ton épouse, tes enfants et toute ta famille vivent ta perte d'une manière grandissante. En cette pénible occasion, nous demandons à tous ceux qui l'ont connu pour sa bonté et sa générosité d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.

Ton épouse Baya et sa nièce Soumia.

PENSÉE

Le 21/05/2012

Cela fait une année que nous a quittés notre cher père, époux et frère
Felouane Mohamed
à l'âge de 62 ans. En cette douloureuse occasion, sa femme Zohra et ses sœurs Messaouda, Hayat, Souad et Farida, et son frère Smail demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. Que Dieu Tout-Puissant accueille le défunt en Son Vaste Paradis.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»



PENSÉE

(40^e jour)

Cela fait 40 jours que nous a quittés notre cher et regretté père
Nouar M'hamed Cherif
laissant derrière lui un vide immense que personne ne peut combler et une douleur de séparation très amère, que rien ne peut apaiser sauf la foi en Dieu et en Sa Volonté. Son épouse et ses enfants prient toutes celles et tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»



PENSÉE

Dur, douloureux et cruel fut ce 21 mars 2012 où tu nous as quittés à jamais cher et regretté père et grand-père
DAAOU Lahcène
pour un monde meilleur et laissant derrière toi un vide immense qu'aucun être au monde ne pourra combler. Depuis cette date, nous n'arrivons pas à nous consoler de ton absence. Depuis ta disparition, ton esprit est toujours très présent à la maison. Ta bonté, ton sourire et ta gentillesse resteront à jamais gravés dans nos esprits et dans nos cœurs. Tu nous manques énormément, cher papa. En ce douloureux souvenir, ton épouse, tes enfants et tes petits-enfants demandent à tous ceux qui t'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire et de prier Dieu Tout-Puissant et Miséricordieux de t'accueillir en Son Vaste Paradis.

Repose en paix.
«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

